

Une minorité de femmes sur les listes électorales

Moins d'un quart des candidatures pour les Municipalités sont féminines, un chiffre décourageant face à l'objectif de la parité. Témoignages et esquisses de solutions

L'essentiel

- **Près de soixante ans après** l'introduction du suffrage féminin dans le canton, les listes électorales restent très viriles
- **Hypothèses** Pourquoi les femmes hésitent à se lancer en politique, en particulier à l'échelon communal
- **L'idée des quotas** donnerait de l'urticaire aux citoyens suisses

Patrick Chuard

La bataille pour les Municipalités vaudoises reste majoritairement une affaire d'hommes. Un chiffre implacable le rappelle ces jours: les femmes ne sont que 23,5% en lice pour des fauteuils municipaux (le chiffre exact manque encore pour les organes délibérants). Près de soixante ans après l'obtention du suffrage féminin dans le canton (1959), l'inégalité reste flagrante. Les plus optimistes relèvent une avancée millimétrique: «Il n'y avait que 22,7% de candidates en 2011, cela constitue une légère progression. D'autre part, le nombre de femmes élues peut être plus élevé, il était de 23,6% en 2011», observe Magaly Hanselmann, cheffe du Bureau cantonal de l'égalité. D'autres sentent le découragement poindre: «Au rythme où l'on progresse, il n'est même pas certain que nos arrière-petites-filles connaissent un jour la parité en politique», soupire Léonore Porchet, présidente des Verts lausannoises.

Pourquoi si peu de femmes sur les listes? Les politiciennes évoquent des raisons multiples. «Les partis restent en majorité dirigés par des hommes. Quand ils recrutent des candidats, ils oublient souvent de demander aussi aux épouses ou aux filles», déplore Anne Guyaz, conseillère communale (PLR) à Ecublens. Les compétences des femmes sont souvent remises en cause: «Quand je me suis présentée aux fédérales en 2015, on m'a questionnée sur mes compétences, alors qu'on n'a rien demandé à mon colistier, le judoka Sergeï Aschwanden», ajoute Anne Guyaz. Vieux réflexes ou relents de machisme, «la coiffure d'une femme politique continue à faire les grands titres, mais on ne mentionne pas ses prises de position», remarquait la politologue Regula Stämpfli en 2011.

«Réfléchir avant d'affirmer»

Ingénieure agronome et employée de la Confédération, Evelyne Marendaz aura attendu l'âge de 62 ans pour se porter candidate (indépendante). Elle brigue un fauteuil à la Municipalité de Bourg-en-Lavaux: «J'ai attendu longtemps avant de me lancer, admet-elle. Comme beaucoup de femmes, j'ai tendance à réfléchir et à mettre mes idées en discussion avant d'affirmer avoir raison et me battre pour elles. Cela marque une différence avec beaucoup d'hommes politiques... De plus, je n'avais pas de temps disponible.» L'hésitation à se lancer dans une arène aux mœurs très masculines s'ajoute à certaines réalités: «Beaucoup de femmes font déjà des sacrifices pour mener de front leur travail et leur vie de famille, sans compter que le partage des tâches n'est pas une réalité partout», fait remarquer Roxanne Meyer,

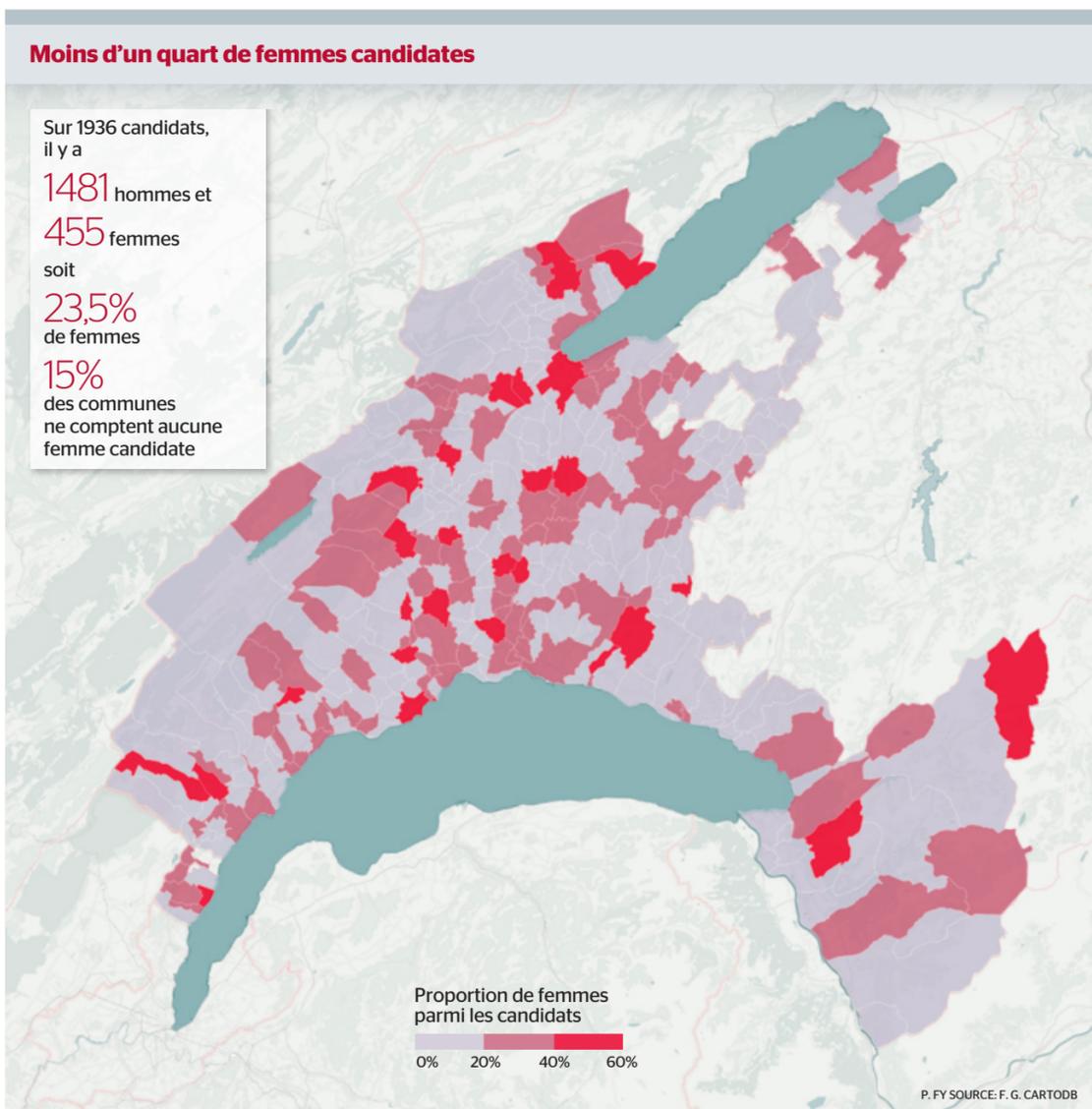
Moins d'un quart de femmes candidates

Sur 1936 candidats, il y a

1481 hommes et
455 femmes

soit
23,5%
de femmes

15%
des communes
ne comptent aucune
femme candidate



municipale avenchoise (PS) et actuelle présidente du Grand Conseil. L'engagement dans une commune n'est pas plus facile qu'à d'autres échelons politiques, au contraire: «Il faut parfois accepter d'être critiquée dans son village par des voisins, par des gens que l'on connaît.»

Incitations à «voter femmes»

Alors, on se résigne en attendant des jours meilleurs? «Non! la place des femmes est en politique et nous nous engageons pour cette conviction», lance Sophie Gällnö, membre du comité vaudois de l'Association pour les droits de la femme (ADF). Cette dernière s'active tous azimuts depuis les élections fédérales de l'an dernier: une

plate-forme créée par plusieurs associations (politiciennes.ch) vise à encourager les candidatures. Des flyers sont distribués dans les marchés pour inciter les femmes à «voter femmes». Le Bureau de l'égalité a lancé des ateliers de formation l'an dernier, qui ont d'ores et déjà accueilli 120 participantes: «Ils s'adressent aussi bien aux futures politiciennes qu'aux femmes qui font déjà de la politique, explique Magaly Hanselmann. Nous essayons aussi de favoriser le réseautage entre femmes politiques.» Les efforts produisent pour l'instant des effets limités. Lancée en 2015, la campagne conjointe de l'ADF et du Centre de liaison des associations féminines vaudoises (CLAFV) pour viser à la parité

dans la représentation vaudoise à Berne («Objectif10») n'a pas produit de miracle. Même si Vaud, avec ses 35,3% d'élues au National, fait un peu mieux que la moyenne du pays (32%).

A l'échelon communal, la progression passera par des solutions locales, pense Sophie Rodari (PS), candidate à la Municipalité de Crissier: «Le temps de la politique correspond trop souvent au temps des hommes, observe-t-elle. On fait des réunions en fin d'après-midi ou en début de soirée, c'est le moment où il faut s'occuper des enfants. On devrait aussi créer des conseils de jeunes locaux pour inciter les jeunes à s'engager le plus tôt possible.» Le défi reste entier.

Les quotas ne seraient pas une solution

● Comment booster la représentation des femmes en politique? A l'heure où la question des quotas se pose pour les conseils d'administration, certaines évoquent aussi un «choc légal» qui serait indispensable dans le champ politique. «Non aux quotas», réagit la conseillère d'Etat Jacqueline de Quattro (PLR), pourtant sensible à la cause féminine et ministre en charge du Bureau vaudois de l'égalité: «Il faut donner les mêmes chances aux femmes qu'aux hommes, dit-elle, mais je ne crois pas du tout aux quotas. Je pense que les partis politiques constituent plutôt la clé de l'accès des femmes aux postes éligibles, notamment en les incitant à prendre des responsabilités.» L'idée de poser des quotas contraignants ne serait pas la

«Je pense que les partis sont la clé de l'accès des femmes aux postes éligibles, en les incitant aux responsabilités»



Jacqueline de Quattro
Conseillère d'Etat (PLR)

bonne piste, selon Sophie Gällnö, de l'Association pour les droits de la femme (ADF): «Soyons réalistes, une majorité de Suisses est allergique à cette idée. Ce serait une perte de temps de nous battre pour une telle solution.»

La parité serait donc l'affaire des partis politiques. Pour l'instant, seule la gauche (PS et Verts) et les Vert'libéraux y parviennent, complètement ou partiellement. Le PS s'est doté de règles internes et présente autant de femmes que d'hommes sur les listes, avec succès (20 élues sur 40 au Grand Conseil). Chez les Verts, «c'est aussi dans notre ADN politique, nous avons des femmes dirigeantes et même davantage de femmes que d'hommes sur nos listes à Lausanne», rappelle Léonore Porchet. Le PLR, l'UDC et le PDC (zéro élue au Grand Conseil) ferment la marche en matière de mixité. Le PLR assure faire des efforts internes: «Nous essayons d'encourager le recrutement féminin tout en tenant compte des capacités et du potentiel des candidats», explique Anne Guyaz. En d'autres termes, la question du genre ne prime pas sur l'éligibilité d'un candidat. «La politique reste avant tout une question de convictions et non pas de genre, précise Jacqueline de Quattro. A ce niveau-là, une femme doit convaincre, comme doit le faire un homme.» Certes, le Conseil d'Etat vaudois comporte une majorité de femmes (quatre élues sur sept), mais il fait figure d'exception.

La politique communale reste un bastion masculin

«Au rythme où l'on progresse, il n'est même pas certain que nos arrière-petites-filles connaissent un jour la parité en politique»



Léonore Porchet
Conseillère communale et présidente des Verts lausannoises

«Beaucoup de femmes font déjà des sacrifices pour mener de front leur travail et une vie de famille»



Roxanne Meyer
Municipale (PS) à Avenches et présidente du Grand Conseil

«Quand des hommes recrutent des candidats, ils oublient souvent de demander aussi aux épouses ou aux filles»



Anne Guyaz
Conseillère communale (PLR), Ecublens



Retrouvez notre dossier spécial élections sur ec2016.24heures.ch